



HAL
open science

Communisme et réalités coloniales, le communisme en Algérie, 1920-1925

Eloïse Dreure

► **To cite this version:**

Eloïse Dreure. Communisme et réalités coloniales, le communisme en Algérie, 1920-1925. *Transversales*, 2016, Dominants et dominés au travail, 9, http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Transversales/Dominants_domines/Eloise_Dreure.html. hal-02059079

HAL Id: hal-02059079

<https://u-bourgogne.hal.science/hal-02059079>

Submitted on 10 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communisme et réalités coloniales, le communisme en Algérie, 1920-1925

Éloïse Dreure
Centre Georges Chevrier, UMR 7366 uBFC/CNRS

RÉSUMÉ

L'activité militante au sein d'un parti peut-elle être considérée comme du « travail » ? Par sa vocation à transformer une société, à créer ou faire émerger de nouvelles idées et parce qu'elle suppose la coordination des activités de plusieurs personnes, nous pouvons penser que si le travail militant est particulier par bien des aspects, par le fait, par exemple, qu'il ne suppose, à priori, aucune rétribution monétaire, nous pouvons néanmoins bien parler de travail. Nous pouvons alors nous interroger sur l'aspect que prend ce travail militant dans cette société de domination par essence qu'est la société coloniale de l'Algérie française des années 1920 à 1945. Si, dès 1830 et la conquête de l'Algérie, les autorités françaises ont maintenu que le territoire français faisait partie de la France et que les habitants de l'Algérie étaient tous des sujets français, l'accession des musulmans à la citoyenneté a été continuellement repoussée. Officiellement, une politique d'assimilation devrait permettre au peuple algérien d'atteindre le statut de citoyen français. Dans les faits, les intérêts français primant sur ceux des populations locales, le code de l'indigénat domine depuis 1881 : il ne donne aux indigènes que des droits minimes, et un statut d'inférieurs par rapport aux colons. La distinction entre les conquis et les conquérants instaure donc bien une domination politique, économique et sociale des Français sur les « indigènes ». En nous basant sur la presse communiste et sur les archives de l'Internationale communiste, nous tenterons de mesurer l'influence de cette domination sur le travail des militants communistes en Algérie, d'abord membres d'une fédération de la Section française de l'Internationale communiste puis du Parti communiste algérien devenu autonome à partir de 1936. Comment la société et le territoire, dans lesquels le Parti évolue, construisent-ils sa spécificité ? L'engagement contre le colonialisme y est-il plus fort qu'ailleurs où, au contraire, existe-t-il une résistance à la politique anticoloniale de l'Internationale communiste ? Les rapports coloniaux influencent-ils les rapports entre les militants français et les militants algériens ? Ces derniers occupent-ils des postes à responsabilité ? Enfin, quels sont les rapports du PCA avec les militants dans ce qui constitue les prémices du mouvement de libération nationale ?

SOMMAIRE

- I. Une mise en place difficile, 1920-1923
- II. La nécessité de former de « vrais communistes », 1924-1925

III. Des difficultés persistantes

IV. Conclusion

Le 2 mars 1919, le congrès fondateur de l'Internationale communiste (IC) s'ouvre à Moscou dans un contexte de bouleversement pour le mouvement ouvrier. L'agitation révolutionnaire gagne plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne. La révolution russe qui a éclaté en 1917 paraît annoncer le début d'un processus révolutionnaire international. Mais la guerre, avec les divergences et les oppositions qu'elle a suscitées, a fait éclater l'organisation socialiste internationale. Les forces qui se sont opposées au conflit sont hétérogènes et peu organisées. De plus, la Russie est toujours en proie à la guerre civile et le pouvoir des bolcheviks est menacé par une montée des oppositions soutenues par les puissances victorieuses.

C'est dans ce contexte qu'il paraît nécessaire, pour les révolutionnaires, de fonder une nouvelle internationale, en rupture avec la seconde internationale socialiste, et en adoptant désormais l'appellation de « communiste ». Les bolcheviks impulsent donc la création de cette Troisième internationale. Le but est alors de coordonner et d'animer les mouvements révolutionnaires dont l'ampleur peut déboucher sur une révolution mondiale et défendre la révolution en Russie^[1].

En France, en décembre 1920, lors du congrès de Tours, la majorité de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) vote l'adhésion à l'Internationale communiste. Il y a scission et la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), qui prendra plus tard le nom de Parti communiste français (PCF), est créée.

En Algérie, les fédérations socialistes comptent 1 500 adhérents en 1919, presque tous européens^[2]. Dans une volonté d'adhérer au parti le plus à gauche, ils rejoignent massivement la SFIC. La guerre a en effet accéléré la mobilisation du mouvement ouvrier en Algérie et les fonctionnaires et salariés veulent s'exprimer face aux « riches colons ».

Néanmoins, en Algérie, la condition coloniale se superpose à la notion de classe sociale et sépare la colonie en deux groupes distincts.

Depuis 1830, la France soutient que l'Algérie est une extension de son territoire national. Néanmoins, si les musulmans d'Algérie sont alors considérés comme étant des sujets français, ils ne jouissent pas pour autant de la citoyenneté française et des droits qui lui sont attachés. Celle-ci n'est, en effet, réservée qu'à un petit nombre, ayant réussi à être « assimilé » à la population européenne et ayant renoncé au statut personnel musulman dont dépendent ceux que l'on appelle alors les « indigènes ». Ce statut personnel n'affecte pas seulement le droit électoral mais instaure une inégalité entre Européens et musulmans dans tous les domaines de la vie tout en confirmant l'infériorité présumée des musulmans.

À noter que depuis le décret Crémieux de 1871, les juifs d'Algérie sont citoyens français, tout comme le sont, depuis 1889, tous les Européens nés sur le territoire algérien. Paradoxalement, ce sont alors ces derniers, colons en Algérie, qui se désignent eux-mêmes comme des « Algériens ».

Entre ces indigènes et ces citoyens français, se dresse donc ce que René Galissot appelle une « barrière coloniale », qui ne peut être perçue que comme « infériorisation et humiliation » pour ceux qui la subissent^[3].

À la lumière des archives de l'Internationale communiste^[4], nous pouvons alors nous interroger sur la forme que prend le travail militant communiste dans cette société de domination par essence qu'est la société coloniale de l'Algérie française des années 1920.

En d'autres termes, comment la société et le territoire dans lesquels le Parti évolue construisent-ils sa spécificité ? Comment les communistes d'Algérie analysent-ils cette barrière coloniale ? Tentent-ils de la franchir, et par quels moyens ? Ou, au contraire, sont-ils prisonniers de ce phénomène de domination ? Et quels rôles jouent, sur cette question, les communistes de France et l'Internationale communiste ?

I. Une mise en place difficile, 1920-1923

Dès 1920, un décalage entre la politique coloniale de l'IC et les pratiques communistes en Algérie semble complexifier la mise en place du mouvement communiste dans la colonie.

Pour l'IC, la politique anticoloniale est un critère déterminant de la culture communiste et marque, par ailleurs, une rupture avec la pratique de la SFIO qui, si elle condamne les abus de la colonisation, ne la remet jamais fondamentalement en cause.

Au contraire, la 8^e des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste stipule que « tout parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, non en parole mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole^[5]... ». Les peuples dominés des colonies sont des forces révolutionnaires à ne pas sous-estimer.

Or, il semblerait que les socialistes d'Algérie, majoritairement européens, aient négligé l'importance de ces conditions au moment de leur ralliement à l'IC. En effet, en 1921, une enquête d'opinion menée par la SFIC auprès des fédérations d'Algérie révèle que sur la question indigène, l'idée qui domine chez les communistes algériens et que l'on retrouve dans les articles de *La Lutte Sociale*^[6], est celle de combattre les tendances nationalistes. Dans la lignée des pratiques de la SFIO, l'idée demeure que seule la révolution dans les métropoles impérialistes pourra libérer les colonies. Pour l'heure, la priorité serait de travailler à une assimilation des indigènes afin qu'ils obtiennent les mêmes droits que les citoyens français, sans remise en cause de la souveraineté française.

Pour les militants algériens, leurs réserves sur certaines des 21 conditions ne remettent pas en cause leur engagement communiste. Mais pour l'IC, l'adhésion sans réserve des fédérations à ces 21 conditions est primordiale. Puisque la révolution semble devoir éclater dans un futur proche, les partis doivent suivre rigoureusement la discipline de l'IC, au risque de nuire à cette révolution.

L'IC ne cesse, dès lors, d'appeler le PCF à « combattre impitoyablement les tendances réactionnaires existant même parmi certains éléments ouvriers et consistant dans la limitation des indigènes^[7] ».

L'exemple le plus connu et peut-être le plus parlant, pour illustrer la façon dont se manifestent ces « tendances réactionnaires », est celui de la motion de Sidi-Bel-Abbès et de sa condamnation par l'IC.

En 1922, la section du Parti communiste de Sidi-Bel-Abbès, section la plus importante de la région d'Oran, rédige une motion qui combine une affirmation de l'idéologie marxiste et une série de préjugés partagés par la communauté pied-noir à l'égard des musulmans, tout en insistant sur le fait que la libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne pourra se faire qu'après la révolution métropolitaine et qu'il est alors vital de ne pas abandonner les colonies.

Cette motion passe alors plutôt inaperçue et pourrait presque être considérée comme anecdotique si, en septembre 1922, le congrès inter-fédéral d'Afrique du Nord, à Alger, n'avait adopté une résolution dans le même esprit et nommé Maxime Guillon, le secrétaire de la section de Sidi-Bel-Abbès, secrétaire fédéral.

L'historien Emmanuel Sivan note ainsi que, si seule la section de Sidi-Bel-Abbès est alors condamnée par l'IC, sa mentalité est pourtant largement répandue au sein des communistes d'Algérie^[8]. Plus nuancés, les historiens Ahmed Koulakssis et Gilbert Meynier^[9] remettent quelque peu en doute cette idée.

Toujours est-il que la condamnation de l'IC, lors de son 4^e congrès, provoque des démissions massives en Algérie, dont celle de Maxime Guillon.

Un congrès fédéral est alors convoqué en urgence, en janvier 1923, par la fédération d'Alger. Un programme d'action en matière indigène est adopté, d'abord pour se conformer aux exigences de l'IC, mais surtout pour éviter les conflits au sein du Parti. Des concessions de pure forme sont faites, mais le fonds reste sensiblement le même^[10].

II. La nécessité de former de « vrais communistes », 1924-1925

Des reproches sont également adressés par l'IC à la SFIC qui, en se désintéressant de la politique coloniale, aurait laissé une trop grande autonomie aux fédérations algériennes.

Pour rectifier cela, la SFIC crée, en 1924, une commission coloniale et décide d'envoyer un délégué permanent en Algérie, afin de former de « vrais communistes ».

S'efforçant d'appliquer véritablement la politique coloniale du parti, cette commission rappelle régulièrement que les colonies sont une force pour les États capitalistes alors que les peuples colonisés peuvent potentiellement devenir des forces révolutionnaires. La perte des colonies provoquerait, en outre, un affaiblissement conséquent des puissances impérialistes.

Il apparaît alors comme primordial, pour la commission, de mener une campagne de propagande auprès des indigènes d'Algérie, pour non seulement les mobiliser mais également les former et les sensibiliser à la lutte des classes^[11]. Il s'agit alors de faire écho aux revendications immédiates des indigènes, comme la suppression du code de l'indigénat, l'obtention de l'égalité de traitement, tout en entrant en contact avec les nationalistes

algériens. Le but recherché est également de se défaire de l'image de parti européen qui rebute ces populations indigènes.

Néanmoins, cette entreprise de propagande se heurte à plusieurs difficultés^[12], liées à cette fameuse « barrière coloniale ».

Tout d'abord une difficulté matérielle. Il semble difficile d'entrer en contact avec le prolétariat musulman, majoritairement agricole, dispersé sur des kilomètres de terre. De plus, du fait de sa composition sociale, le parti ne dispose d'aucun militant capable de faire le lien avec ce prolétariat. La propagande écrite pose également problème puisque la majorité des musulmans ne sait pas lire le français. C'est d'autant plus compliqué que la propagande et les réunions en langue arabe ou berbère sont interdites.

Il s'agit, pour les militants communistes, d'évoluer entre deux populations qui n'ont que peu de rapports entre elles, et lorsque c'est le cas, un rapport de dominant sur dominé. Pour contourner ces difficultés, des stratégies sont progressivement mises en place.

D'abord, l'implantation des communistes sur le lieu de travail, qui est un des axes principaux de la bolchevisation prônée par l'IC à partir de 1924, devrait faciliter la rencontre et la mobilisation avec les musulmans.

Germe également l'idée de recourir aux musulmans qui résident en métropole et de les former pour qu'ils puissent ensuite servir d'intermédiaires en Algérie.

Autre exemple des efforts entrepris par les communistes : aux élections législatives de 1924, la candidature d'Hadj Ali, indigène, membre actif de la commission coloniale, est présentée à Paris. Troisième de liste, il lui manque 20 voix pour être élu^[13], mais sa candidature semble attirer la sympathie de la population indigène.

Il ne faut pas négliger également un écueil psychologique qui se traduit par une mauvaise volonté des militants communistes européens à l'idée de travailler à l'émancipation des musulmans.

À la difficulté d'appréhender cette population et de travailler avec elle, s'ajoute la crainte, pour les communistes algériens, de se mettre à dos la population européenne en défendant les populations indigènes.

En 1925, les choses évoluent quelque peu. L'entrée de la France dans la guerre du Rif donne lieu à une vaste campagne anti-impérialiste menée par la SFIC, pendant laquelle sont scandés des mots d'ordre comme « évacuation » ou « indépendance du Maroc ». Des délégués sont envoyés en Algérie par la Commission coloniale qui, face à des défis concrets, s'oriente vers des solutions plus radicales. Ces délégués ont comme consignes d'animer cette campagne auprès de la population indigène, d'appeler à désorganiser l'armée ou à séquestrer des gendarmes. Des jeunes militants communistes algériens mènent également avec zèle une campagne anticoloniale.

Le Parti, en Algérie, n'est ainsi plus aussi monolithique qu'avant et l'orientation anticoloniale du Parti communiste ne peut plus être ignorée^[14].

III. Des difficultés persistantes

Face à l'engagement communiste contre la guerre du Rif, le gouverneur général d'Algérie, Maurice Viollette, lance une vaste entreprise de répression. Le journal *La Lutte sociale* est saisi plusieurs fois, si bien que ses difficultés financières s'en voient aggravées. De nombreux militants, dont les délégués envoyés par le PCF, sont arrêtés et emprisonnés^[15]. La pression sur les musulmans s'intensifie, ceux qui sont abonnés à *La Lutte sociale* sont menacés d'aller en prison ou de perdre leur emploi^[16].

Les cellules d'entreprises, qui avaient été constituées à la suite de la réorganisation des partis communistes sur le modèle bolchevique l'année précédente, sont mises en danger par les nombreux « mouchards » qui dénoncent des militants, forcés ensuite de quitter le parti au risque de perdre leur emploi.

L'activité du Parti devient semi-clandestine et ce sont finalement les cellules de quartier qui fonctionnent le mieux^[17], même si l'action globale des communistes est largement paralysée.

On constate, à ce moment-là, une évolution dans les effectifs des fédérations algériennes. L'activité anticoloniale de la SFIC a terni l'image du Parti auprès de la communauté pied-noir.

Les militants locaux qui croyaient encore en la compatibilité entre communisme et colonialisme et qui s'inquiètent d'une possible perte de contrôle sur les musulmans, quittent massivement le Parti. Et même si de nombreux musulmans le rejoignent à cette époque, cela ne suffit pas à enrayer la baisse des effectifs. Leur manque de formation les empêche de remplacer efficacement les cadres démissionnaires.

Enfin, ce processus d'épuration du Parti de ce que l'IC appelle « les éléments esclavagistes » n'a pas permis de se débarrasser complètement d'une certaine mentalité coloniale au sein des fédérations algériennes, ce qui montre bien l'enracinement du phénomène. On constate encore des désaccords entre des militants, et même des cadres du Parti sur l'intérêt ou non de soutenir l'idée de l'indépendance de l'Algérie.

Si certains assurent que les musulmans souhaitent cette indépendance, et que seule la répression empêche toute formation d'un mouvement de libération, d'autres au contraire certifient que si aucun mouvement nationaliste ne se constitue, cela signifiera que l'indépendance n'est pas applicable en Algérie^[18].

Dans le milieu des années 1920, le parti en Algérie est faible numériquement et peu actif. Il ne retrouve une véritable activité que dans les années 1930, grâce au syndicalisme, à l'antifascisme et surtout à l'arrivée d'une nouvelle génération de militants qui travailleront au recrutement et à la formation de militants musulmans, au temps du Front populaire.

IV. Conclusion

Le travail militant communiste en Algérie se heurte donc à une résistance des communistes locaux face à la politique coloniale du parti, dictée par l'IC, et à la difficulté de devoir évoluer entre deux populations distinctes, l'une étant en position de domination face à l'autre. On a vu que les communistes d'Algérie avaient pourtant le sentiment d'être des communistes convaincus, alors que l'IC les dénonçait comme de faux révolutionnaires, « esclavagistes ».

Cela soulève plusieurs questions et remarques. Peut-on penser que l'IC n'a peut-être pas assez pris en compte le caractère particulier d'une société coloniale, au peuplement européen ancien et important, dans laquelle ces européens sont imprégnés de notions coloniales, de clichés, en particulier sur la violence des musulmans ? Comme le relève René Gallissot, il faut avoir en tête que les emplois sont majoritairement occupés par les Européens en Algérie, la demande des musulmans d'accéder à toutes les fonctions les menace donc directement^[19]. Il y a donc réalité d'une concurrence.

La mise en cause de l'ordre colonial remet en question, également, l'ensemble du mode de vie des Européens en Algérie. La répression de la part de l'État français est aussi importante dès que l'on met en cause l'État colonial. Nous avons vu que cela pouvait effrayer certains militants, en particulier les musulmans.

Pour mener une étude sérieuse du mouvement communiste en Algérie, il semble donc qu'il faille tenir compte, en permanence, de ces rapports de domination observés dans le colonialisme. Nous l'avons vu, le travail militant, même révolutionnaire, inscrit dans une optique globale d'émancipation, peut être influencé par un rapport de domination constaté dans la société.

[1] Serge Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2010.

[2] René Gallissot, *La République française et les indigènes, Algérie colonisée, Algérie algérienne, (1870-1962)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006.

[3] *Ibid.*

[4] Ces archives ont été valorisées dans le cadre de l'ANR Paprik@2f, dirigée par Jean Vigreux et portée par la MSH de Dijon et le Centre Georges Chevrier. Le résultat de ce travail est en ligne : <https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html> [lien consulté le 30 mai 2016].

[5] 8^e condition d'adhésion à l'Internationale communiste.

[6] Journal des fédérations communistes d'Algérie.

[7] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-100, feuillets 8 à 15, programme de travail et d'action du Parti communiste français, 1922.

[8] Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976.

[9] Ahmed Koulakssis, Gilbert Meynier, « Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la Première Guerre mondiale », *Le Mouvement social*, n° 130, janvier 1985, p. 3-32.

[10] Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, op. cit.*

[11] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-185, feuillet 50, rapport de la commission coloniale du PCF, 1924.

[12] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-185, feuillets 77 à 85, rapport présenté au 3^e congrès de l'Internationale syndicale rouge sur la question indigène algérienne, 1924.

[13] Fiche biographique du Maitron Hadj Ali.
En ligne : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?page=article_long&id_article=151823.

[14] Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie*, *op. cit.*

[15] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-287, feuillets 6 à 8, rapport de Henriët sur la situation en Algérie, septembre 1925.

[16] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-287, feuillets 9 à 25, rapport sur la situation politique en Algérie par Biboulet, octobre 1925.

[17] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-287, feuillets 6 à 8, rapport de Henriët sur la situation en Algérie, septembre 1925.

[18] RGASPI, Archives de l'IC, sous-fonds 517-1-287, feuillets 6 à 8, rapport de Henriët sur la situation en Algérie, septembre 1925.

[19] René Gallissot, « Sur les débuts du communisme en Algérie et Tunisie : socialisme colonial et rupture révolutionnaire », dans *Mélanges d'histoires sociales offerts à Jean Maitron*, Paris, Éditions ouvrières, 1976, p. 101-111.
